



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 24 du 26 mai 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 27 mai 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	463
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	463
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	463
Bureau des réglementations	463
Extrait de l'arrêté du 16 avril 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise « SARL BULFERETTI SNET, art funéraire pompes funèbres », 20 avenue Paul Doumer à Nancy (54000)	463
Extrait de l'arrêté du 16 avril 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise « SARL BULFERETTI SNET, art funéraire pompes funèbres », 14 rue Jean Jaurès à Neuves-Maisons (54230)	463
Extrait de l'arrêté du 16 avril 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise « SARL BULFERETTI SNET, art funéraire pompes funèbres », 53 bis rue Jeanne d'Arc à Dombasle-sur-Meurthe (54110)	464
Extrait de l'arrêté du 17 avril 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise « SAS Ets GUIDON », 18, rue de la République à Jarville La Malgrange (54140)	464
Extrait de l'arrêté modificatif du 18 mai 2009 portant composition de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de Meurthe-et-Moselle	465
SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS	465
Bureau des ressources humaines et financières	465
Extrait de l'arrêté du 15 mai 2009 portant modification de la régie d'avances auprès de la préfecture de Meurthe-et-Moselle	465
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	465
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	465
Service offre de soins de ville	465
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0472-09 du 14 mai 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral par actions simplifiées - SELAS 06 - Autorisation n° 54-07 - Autorisation n° 54-14 - Autorisation n° 54-66 - Autorisation n° 54-73 - Autorisation n° 57-73	465
Service solidarité - autonomie	466
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 522 du 13 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy	466
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 523 du 13 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon, géré par l'office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle	467
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 536 du 15 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière Saint-Elloi à Neuves-Maisons	467
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 538 du 13 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » situé 2 rue des cinq piquets à Nancy, géré par l'office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle	468
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 539 du 13 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles	468
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 540 du 13 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Haroué	468
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	469
Service aménagement durable, urbanisme, risques	469
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/ADUR/018 du 15 mai 2009 - Communes de Frouard et de Liverdun - Déviation des RD 657 et 90 - Liaison Frouard-Liverdun - Déclaration d'utilité publique	469
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE	469
Arrêté du 15 mai 2009 portant subdélégation de signature	469
AUTRES SERVICES	470
RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ	470
Secrétariat général - Service des affaires juridiques et contentieuses	470
Arrêté de délégation rectorale de signature du 26 mai 2009 à Monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle	470
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	471
Décision du 14 mai 2009 portant délégation de signature pour l'ordonnement des dépenses et des recettes et pour l'engagement et la liquidation des dépenses	471

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des réglementations*

Extrait de l'arrêté du 16 avril 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise « SARL BULFERETTI SNET, art funéraire pompes funèbres », 20 avenue Paul Doumer à Nancy (54000)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - L'entreprise susvisée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- le transport de corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière,
- l'organisation des obsèques,
- la fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires,
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires,
- la gestion et l'utilisation des chambres funéraires,
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil,
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Article 2 - Le numéro d'habilitation est 96-54-24.

Article 3 - La durée du présent renouvellement est de six ans.

Article 4 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

Article 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Guy BARTELEMY
- et dont une copie sera adressée à :
- Monsieur le Maire de NANCY,
 - Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.
- Nancy, le 16 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- *Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez*
- *Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous-direction du conseil juridique et du contentieux - 11, rue des Saussaies - 75008 Paris Cédex 08*

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 16 avril 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise « SARL BULFERETTI SNET, art funéraire pompes funèbres », 14 rue Jean Jaurès à Neuves-Maisons (54230)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - L'entreprise susvisée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- le transport de corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière,
- l'organisation des obsèques,
- la fourniture des housses, cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires,
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires,
- la gestion et l'utilisation des chambres funéraires,
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil,
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Article 2 - Le numéro d'habilitation est 2000-54-136.

Article 3 - La durée du présent renouvellement est de six ans.

Article 4 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

Article 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Guy BARTELEMY
- et dont une copie sera adressée à :
- Monsieur le Maire de NEUVES MAISONS,
 - Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.
- Nancy, le 16 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

*Voies et délais de recours**Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux - 11, rue des Saussaies - 75008 Paris Cédex 08

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 16 avril 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise « SARL BULFERETTI SNET, art funéraire pompes funèbres », 53 bis rue Jeanne d'Arc à Dombasle-sur-Meurthe (54110)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T EArticle 1^{er} - L'entreprise susvisée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- le transport de corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière,
- l'organisation des obsèques,
- la fourniture des housses, cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires,
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires,-
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil,
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Article 2 - le numéro d'habilitation est 96-54-25.

Article 3 - La durée du présent renouvellement est de six ans.

Article 4 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

Article 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Guy BARTELEMY

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de DOMBASLE,

- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

Nancy, le 16 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

*Voies et délais de recours**Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux - 11, rue des Saussaies - 75008 Paris Cédex 08

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 17 avril 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise « SAS Ets GUIDON », 18, rue de la République à Jarville La Malgrange (54140)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T EArticle 1^{er} - L'entreprise susvisée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- le transport de corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière,
- l'organisation des obsèques,
- les soins de conservation
- la fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires,
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires,
- la gestion et l'utilisation des chambres funéraires,
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil,
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Article 2 - le numéro d'habilitation est 2009-54-170

Article 3 - La durée de la présente habilitation est de six ans.

Article 4 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

Article 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Francis GUIDON

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de JARVILLE LA MALGRANGE

- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

Nancy, le 17 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez

- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux - 11, rue des Saussaies - 75008 Paris Cédex 08

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté modificatif du 18 mai 2009 portant composition de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - L'article 2 – paragraphe 3 - de l'arrêté en date du 23 octobre 2008 modifié fixant la composition de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de Meurthe-et-Moselle est modifié comme suit :

« Désignés par la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle :

- Monsieur Daniel ESCHENBRUMER, membre titulaire de la commission

- Monsieur Serge VAUTRIN, membre suppléant de la commission »

Article 2 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 18 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS

Bureau des ressources humaines et financières

Extrait de l'arrêté du 15 mai 2009 portant modification de la régie d'avances auprès de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - L'arrêté préfectoral du 4 février 1999 nommant Mme Chantal DELORME (ex. THIVET), régisseur d'avances auprès de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est modifié comme suit à compter du 1^{er} juin 2009 :

Article 3 : En application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, le montant de l'avance consentie au régisseur est fixé à 15 000 € (quinze mille euros), soit le quart du montant annuel prévisible à payer par le régisseur au titre des programmes 108, 176 article 01 action 61, 216 article 01 action 40, 303 article 02 action 30 du Ministère de l'Intérieur.

Article 2 - M. le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. Trésorier payeur général, ainsi qu'à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales.

Nancy, le 15 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service offre de soins de ville

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0472-09 du 14 mai 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral par actions simplifiées - SELAS 06 - Autorisation n° 54-07 - Autorisation n° 54-14 - Autorisation n° 54-66 - Autorisation n° 54-73 - Autorisation n° 57-73

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la dissolution de la société « SELAS BIO-LOGIC » ;

Considérant la fusion absorption de la société « SELAS BIO-LOGIC » par la société « SELAS LABORATOIRE SIEST » ;

Considérant la transmission universelle du patrimoine de la société « SELAS BIO-LOGIC » à la société « SELAS LABORATOIRE SIEST » ;

Considérant l'augmentation du capital social de la société « SELAS LABORATOIRE SIEST » par création d'actions nouvelles ;

Considérant l'intégration de Messieurs Jean-Luc SALLERIN et Michel PAX et de Mesdames Lorène ROWDO et Françoise CAUTAIN en qualité de nouveaux associés ;

Considérant la nomination, en qualité de directeurs généraux, de Monsieur Jean-Luc SALLERIN, et de Mesdames Françoise CAUTAIN et Lorène ROWDO ;

ARRETE

Article 1^{er} : La Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiées "SELAS LABORATOIRE SIEST", agréée le 28 octobre 1994 sous le n° 06, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit à compter du 6 avril 2009 :

Dénomination sociale : « LABORATOIRE SIEST »

Siège social : 248, avenue Henri Dunant
54700 PONT A MOUSSON

Forme juridique : Société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS)

Laboratoires exploités :

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale
29 rue Saint-Laurent
BP 9
54702 PONT-A-MOUSSON
Autorisation n° 54-07
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale
9 rue Fabvier
BP 43
54703 PONT A MOUSSON
Autorisation n° 54-14
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale
3 rue des Aulnois
54530 PAGNY SUR MOSELLE
Autorisation n° 54-66
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale
248, avenue Henri Dunant
54700 PONT A MOUSSON
Autorisation n° 54-73
- Laboratoire d'analyses de biologie médicale
31 rue Clemenceau
57120 CLOUANGE
Autorisation n° 57-73

Président : Madame Anne SIEST-DOLEANS, médecin biologiste ;

Directeurs généraux : Madame Adeline SCHIRRA, pharmacien biologiste,
Monsieur Michel SAUVADET, pharmacien biologiste,
Monsieur Jean-Luc SALLERIN, pharmacien biologiste,
Madame Lorène ROWDO, pharmacien biologiste,
Mademoiselle Françoise CAUTAIN, pharmacien biologiste.

Objet de la société :

- l'exploitation d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale,
- toute opération notamment financière, civile, mobilière ou immobilière, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et de nature à favoriser son extension ou son développement.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne du président ou du directeur général, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- SELAS « LABORATOIRE SIEST » ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, Inspection de la Pharmacie ;
- Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Moselle ;
- Monsieur le Maire de PONT A MOUSSON ;
- Monsieur le Maire de PAGNY SUR MOSELLE ;
- Monsieur le Maire de CLOUANGE ;
- Monsieur le Président de l'Ordre National des Pharmaciens (conseil central de la section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 14 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service solidarité - autonomie

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 522 du 13 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Ophéliades » - 8-10 boulevard du 21^{ème} R.A. - 54000 NANCY

N° FINESS : 54 001 3323

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 947,60	836 716,44
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	755 768,84	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 000,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	836 716,44	836 716,44
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY est fixée à 836 716,44 euros.
Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

- GIR 1 et 2 : 30,59 euros
- GIR 3 et 4 : 23,65 euros
- GIR 5 et 6 : 17,05 euros

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY.

Nancy, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 523 du 13 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon, géré par l'office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :
Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON : N° FINESS : EJ : 54 000 6707

Dotation globale de financement « soins » : 1 274 673,94 euros

Tarifs journaliers « soins » :

- pour les GIR 1 et 2 : 46,04 €
- pour les GIR 3 et 4 : 34,83 €
- pour les GIR 5 et 6 : 23,59 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon.

Nancy, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 536 du 15 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :
Association hospitalière St Eloi à NEUVES-MAISONS : N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Dotation globale de financement « soins » : 548 533,59 euros

Tarifs journaliers « soins » :

- pour les GIR 1 et 2 : 57,42 €
- pour les GIR 3 et 4 : 52,99 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons.

Nancy, le 15 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 538 du 13 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » situé 2 rue des cinq piquets à Nancy, géré par l'office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON :

N° FINESS : (EJ) 54 000 6707

Service des soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, N° FINESS (ET) 54 000 3175, situé 2 rue des cinq piquets à 54000 NANCY

- Dotation globale de soins : 1 242 907,72 euros

- Prix de journée de soins : 36,48 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle à Bainville-sur-Madon, gestionnaire du service.

Nancy, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 539 du 13 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD 4 rue de la gare – 54170 – COLOMBEY-LES-BELLES.

N° FINESS EJ : 54 000 210 2

N° FINESS ET : 54 000 727 5

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	64 900,50	356 738,50
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	272 398,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 440,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	356 738,50	356 738,50
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Colombey-les-Belles est fixée à 356 738,50 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 37,59 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au GIP « Bien vieillir en pays de Colombey et du sud-Toulois » gestionnaire du service.

Nancy, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 540 du 13 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de l'ASAPA – 7 rue Général Pouget – 54740 - HAROUÉ.

N° FINESS : 54 001 256 4

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	128 152,40	434 458,56
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	298 545,91	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 760,25	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	434 458,56	434 458,56
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Haroué est fixée à 434 458,56 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 37,78 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association ASAPA à Haroué, gestionnaire du service

Nancy, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/ADUR/018 du 15 mai 2009 - Communes de Frouard et de Liverdun - Déviation des RD 657 et 90 - Liaison Frouard-Liverdun - Déclaration d'utilité publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les formalités de publicité ont été régulièrement accomplies, ainsi que l'attestent les pièces jointes au dossier ;

ARRETE

Article 1^{er} – Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter nécessaires à la construction d'une route portant déviation des RD 657 et 90 (liaison FROUARD-LIVERDUN) conformément aux dispositions du plan annexé au présent arrêté.

Article 2 – Le département de Meurthe-et-Moselle est autorisé à acquérir les immeubles nécessaires au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 3 – Le document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est joint au présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article L 11-1-1 du code de l'expropriation.

Article 4 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le maire de FROUARD,
- Monsieur le maire de LIVERDUN,
- Monsieur Lionel BOURBIER, commissaire enquêteur,
- Monsieur le président du tribunal administratif de NANCY,
- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture.

Nancy, le 15 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE

Arrêté du 15 mai 2009 portant subdélégation de signature

Vu la loi n° 82-213 du 2mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38-4°,

Vu l'arrêté ministériel n°849 en date du 4 Août 2008 nommant Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, chef de district et commissaire central à Nancy à compter du 10 septembre 2008.

Vu l'arrêté préfectoral n° OSD0808 en date du 15 septembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

En application de l'article 3 de l'arrêté du 15 septembre 2008, Monsieur Lionel RAZUREL définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste des personnes habilitées à signer les actes lorsqu'il est lui-même absent ou empêché.

Aussi, par la présente, Monsieur Lionel RAZUREL accorde délégation de signature :

- * dans les conditions des articles 2 et 4 de l'arrêté, à Monsieur Xavier GAY-HEUZEY, directeur départemental adjoint, commissaire central adjoint à Nancy.
- * dans les conditions de l'article 4 de l'arrêté et plafonné au seuil de 10 000 €, à Madame Anne-Marie LEBLAY, chef du service de gestion opérationnel à Nancy.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier Payeur Général
- Monsieur Xavier GAY-HEUZEY
- Madame Anne-Marie LEBLAY

Nancy, le 15 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de la sécurité publique,
Lionel RAZUREL

AUTRES SERVICES

RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

Secrétariat général - Service des affaires juridiques et contentieuses

Arrêté de délégation rectorale de signature du 26 mai 2009 à Monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle

Le recteur de l'académie de Nancy-Metz

Vu le décret du 09 avril 2009 nommant monsieur Jean-Jacques POLLET, Recteur de l'Académie de Nancy-Metz ;

Vu le certificat administratif du 22 avril 2009 nommant monsieur Philippe PICOCHÉ, Inspecteur d'Académie-Inspecteur Pédagogique régional, hors classe, Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Éducation Nationale de Meurthe et Moselle, à compter 04 mai 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 novembre 2006 nommant Monsieur Francis MORLET, Inspecteur d'Académie, Inspecteur pédagogique régional, dans l'emploi d'Inspecteur d'Académie adjoint de Meurthe et Moselle, à compter du 11 octobre 2006 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 août 2008 mutant à compter du 01 septembre 2008 madame Brigitte COURBET, à l'Inspection Académique de Meurthe et Moselle, en qualité d'Inspectrice de l'Éducation Nationale, adjointe à l'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Éducation nationale de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 octobre 2007 nommant monsieur Michel CLEMENS, conseiller d'administration scolaire et universitaire hors classe, dans l'emploi de Secrétaire Général d'administration scolaire et universitaire de l'Inspection Académique de Meurthe et Moselle.

A R R E T E

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe PICOCHÉ, Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, et dans le respect de la réglementation en vigueur, les décisions suivantes :

1 - Actes pris en application de l'article D.222-20 et D.222-27 du Code de l'Éducation.

1.1 - Au niveau départemental : gestion des épreuves d'éducation physique et sportive des baccalauréats général, technologique et professionnel ainsi que des CAP et BEP ponctuels.

1.2 - Au niveau académique : organisation et sujets des examens de niveau V (CAP-BEP – MC) désignation des jurys, déroulement des épreuves, (y compris l'EPS en contrôle en cours de formation), établissement des diplômes, organisation et sujets du concours de recrutement de professeurs des écoles ainsi que le concours général des lycées et des olympiades de mathématiques.

1.3 - Gestion des crédits de fonctionnement et d'intervention de l'unité opérationnelle enseignement scolaire public premier degré de l'unité opérationnelle du programme soutien de la politique de l'Éducation Nationale et de l'unité opérationnelle enseignement privé 1er degré.

1.4 - Gestion des crédits destinés à l'acquisition du matériel adapté pour les élèves handicapés dans le cadre de l'unité opérationnelle des élèves.

2 - Actes pris en application du décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié et des arrêtés pris pour son application.

- Gestion des élèves professeurs des écoles et des professeurs des écoles stagiaires :

Toutes décisions énumérées par l'arrêté du 23 septembre 1992 à l'exception de celles relatives à la nomination, à l'affectation dans un département de l'académie, à l'autorisation de renouvellement de l'année du cycle préparatoire au second concours interne, à la délivrance du diplôme professionnel de professeur des écoles, à l'autorisation de prolongation de stage ainsi que le transfert de scolarité hors académie et dispense de formation statutaire I U F M.

3 - Pour tous les personnels en fonction dans le département, à l'exception de ceux affectés dans les établissements d'enseignement supérieur.

3.1 - Autorisations d'absence autres que celles qui, en vertu des dispositions qui les réglementent, relèvent expressément de la compétence de l'Inspecteur d'Académie ou du « Chef de Service ». Sont ainsi notamment concernées les autorisations spéciales d'absence prévues par l'article 14 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique .

3.2 - Congés pour formation syndicale avec traitement d'une durée maximale de douze jours ouvrables par an, prévus par le décret n° 84-474 du 15 juin 1984.

3.3 - Décisions relatives aux demandes de dérogation à l'obligation d'occuper un logement de fonction et à l'obligation de résidence .

4 - Gestion des établissements et des personnels d'enseignement privés (décret n° 60-389 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 60-390 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 78-252 du 8 mars 1978 modifié).

- Actes de gestion relatifs aux maîtres contractuels ou agréés et auxiliaires, délégués rectoraux, en fonction dans les établissements d'enseignement privés du premier degré (écoles), y compris autorisations d'absence telles que définies au paragraphe 3.1 ci-dessus, à l'exclusion de la prolongation d'activité au-delà de 60 ans.

Article 2 - Pour l'application du décret n° 65-845 du 04 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations des personnels civils de l'État, et, au vu des dispositions de l'arrêté du 07 janvier 2003 modifié, portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur et de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-143 en date du 16 avril 2009 portant délégation de signature à monsieur Jean-Jacques POLLET, Recteur de l'Académie de Nancy-Metz relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses s'y rattachant, subdélégation de signature est donnée à monsieur Philippe PICOCHÉ, Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes pièces relatives à la gestion des traitements et de leurs accessoires : des personnels enseignants du premier degré de l'enseignement public et de l'enseignement privé ; des assistants d'éducation affectés aux missions d'aide à l'accueil et à l'intégration scolaire des enfants handicapés ainsi que des intervenants en langues étrangères dans les écoles élémentaires.

Article 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Philippe PICOCHÉ, la délégation et la subdélégation de signature qui lui sont confiées par les articles 1 et 2 du présent arrêté seront exercées par :

- Monsieur Francis MORLET
Inspecteur d'Académie Adjoint
- Madame Brigitte COURBET
Inspectrice de l'Éducation Nationale, Adjointe à l'Inspecteur d'Académie
- Monsieur Michel CLEMENS
Secrétaire Général de l'Inspection Académique

Article 4 - Le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle. A compter de la date de sa signature, il sera affiché au rectorat de l'académie de Nancy-Metz ainsi qu'à l'inspection académique de Meurthe et Moselle pendant quinze jours.

Nancy, le 26 mai 2009

Le recteur,
Jean-Jacques POLLET

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Décision du 14 mai 2009 portant délégation de signature pour l'ordonnancement des dépenses et des recettes et pour l'engagement et la liquidation des dépenses

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU de Nancy :

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

Article 1^{er} - Donne délégation générale à M. Eric ZURCHER, Directeur adjoint, pour signer aux nom et place du Directeur Général, l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

Donne délégation à M. Eric ZURCHER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi direct par la Direction des Finances, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de cette dernière délégation ; elle est également communiquée au Comptable de l'établissement.

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric ZURCHER pour l'exercice de ces délégations, la suppléance est assurée par M. Pascal TAFFUT, Directeur Adjoint, par Mme Lucie BERNARD, Directeur Adjoint et par Mme Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe, dans le cadre de la délégation générale de signature dont elle bénéficie.

Article 3 - La délégation générale d'ordonnancement est assortie de la mission de contrôle de la régularité des procédures (à l'exception des dépenses de Titre 1 qui restent de la responsabilité de la Direction des Ressources Humaines et de la Direction des Affaires Médicales), et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

Article 4 - Les titulaires de la présente délégation a la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 - La présente délégation se substitue à la délégation du 9 décembre 2008.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 mai 2009

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

